

Mes chers amis, dans les premières heures de notre université de rentrée, les journalistes m'interrogeaient en me demandant : "Mais quel est pour vous le but de votre université de rentrée ?" Je leur ai répondu ce que je croyais profondément : Le but de cette université, ce sont des idées claires, des idées claires pour notre Mouvement, mais beaucoup plus largement, au-delà de toutes celles et tous ceux qui le forment, des idées claires pour les Français parce que c'est peu de dire que notre vie politique apparaît souvent, tous les jours, bourbeuse et brouillardeuse. Plus personne n'y retrouve ses rebelles. Je vais essayer de décrire en peu de mots.

La crise aidant, les libéraux sont devenus étatistes. Les étatistes sont devenus muets. Le déficit écrasant et l'Himalaya de dettes ne suscite plus aucun débat, mais il va falloir les payer. Le président du groupe d'intellectuels du PS est devenu rapporteur de la Commission du grand emprunt sur lequel je croyais que le PS était pour le moins réservé.

Le Procureur le plus important de France donne une conférence de presse pour affirmer, avant le procès, la culpabilité d'un ancien premier ministre dans un procès où le chef de l'État, qui est d'une certaine manière son ultime supérieur hiérarchique, est partie civile, et personne ne s'en étonne.

Le Président de la République fait dire dans tous les médias qu'il a capté, comme l'on dit, les idées de la gauche, tout en intronisant Philippe de Villiers et les siens dans la majorité.

Le même Président de la République préside en personne, à l'Élysée, le Comité de liaison des appareils, groupes et groupuscules de la majorité, sans que nul ne s'en émeuve.

La taxe carbone, pour laquelle tous les candidats à l'élection présidentielle avaient solennellement apposé leur signature, est combattue sur le principe par les signataires eux-mêmes... Bref, selon l'expression populaire, une chatte n'y retrouverait pas ses petits, alors, une chatte et encore moins un citoyen, et notamment un citoyen ému par le cours que prennent les choses en France, un citoyen pas d'accord, un citoyen qui s'interroge.

Je voudrais avec vous répondre à 3 questions : où va la France ? Si l'on n'est pas d'accord avec ce qui se passe, que faire et avec qui et dans quelle direction aller pour l'avenir ?

Où va la France ? Je retiendrai 3 traits dominant en cette rentrée. Le pouvoir a une idéologie qui est en rupture avec certaines des valeurs essentielles de notre pays. Il a entrepris, et c'est très grave, de mettre la main sur tous les centres de décision et, surtout, et c'est le pire, le plus grave, secteur après secteur, les problèmes de la France s'aggravent plutôt que de trouver une réponse.

J'irai très vite sur le premier point. Je lis quelquefois sous des plumes autorisées, de droite et, de manière plus surprenante, de gauche, que je serais anti-sarkosiste. Moi, je veux vous dire ceci : je ne suis en rien contre Nicolas Sarkozy, mais je suis en tout contre ce que Nicolas Sarkozy est en train de faire de la France.

Ceci n'est pas affaire de personne, c'est affaire de pays. Ce n'est pas affaire d'épiderme ou de sympathie. On serait surpris de savoir que ce n'est en rien dans ce domaine que je me suis placé tout au long des derniers mois et des dernières années. C'est dans le souci de la France et de ce que cette France est en train de devenir sous la responsabilité des dirigeants qui,

aujourd'hui, décident de son avenir.

J'ai consacré un livre à cette approche. Je ne vais pas m'étendre. Il y a une chose, pour moi, absolument frappante : la société que l'on est en train de construire est la société des inégalités, la société du chacun pour soi.

Or, la tradition de la France, notre choix historique, depuis l'école publique, laïque, obligatoire et gratuite, jusqu'à l'impôt proportionnel, jusqu'à l'aménagement du territoire, était l'égalité des droits et l'égalité des chances. Au service de ce rêve ou de cet idéal ou de ce projet d'égalité, il y avait la République et ses services publics, l'État impartial, l'aménagement du territoire, la sécurité sociale. Les territoires de la République n'étaient jamais désertés et, nulle part, on n'acceptait que son autorité fût mise en cause. En tout cas, c'était notre histoire nationale, telle qu'elle se transmettait de génération politique en génération politique.

Où en est aujourd'hui l'égalité des droits ? Où est l'égalité des chances ? Où est l'égalité fiscale et la proportionnalité de l'impôt, quand ceux qui ont le plus sont mis, par la loi, à l'abri des efforts demandés constamment à ceux qui ont moins ? Où est l'égalité des chances, quand l'école en est au point que les cours particuliers sont aujourd'hui développés au point d'être cotés en bourse, du collège à l'université, et qu'ils se voient encouragés par des déductions fiscales, c'est-à-dire en pratique réservées aux familles qui payent l'impôt ?

Où est cette égalité des chances, quand on annonce la suppression du congé parental qui a permis à tant de familles et à tant de femmes de milieux modestes, des milieux les plus modeste, d'élever leurs enfants et de faire le choix d'en avoir ?

Où en est l'égalité des chances, quand on applique systématiquement à l'éducation une politique de suppression des postes qui dément les vœux pieux de priorité à l'Éducation nationale que l'on nous répète tous les jours ?

Où est l'égalité pour les handicapés, par exemple, ceux qui travaillent en CAT, quand leurs familles constatent qu'ils se voient enlever d'une main ce que l'on affecte de leur donner de l'autre ? La situation des handicapés dans notre pays mérite à elle seule un engagement.

Les inégalités sont de plus en plus dures et les injustices progressent. Ces choix font s'ouvrir tous les jours un peu plus l'esprit républicain. C'est le premier constat que je voulais faire devant vous.

Il y en a un deuxième. C'est la pratique du pouvoir. Nous vivons un temps où le pouvoir en France a entrepris de mettre la main, peu à peu, sans que cela se dise, sans que cela se voit, sur tous les centres de décision de la société française. C'est une entreprise sans précédent, sur laquelle, un jour, les historiens réfléchiront, qui s'organise, non pas seulement au sein de la société politique, mais au sein du monde judiciaire, des réseaux économiques, médiatiques, financiers, industriels... Influence sans contrepoids, influence sans partage d'un pouvoir qui installe sa domination.

La plus récente, actuelle, illustration de cette entreprise de domination, cela a été dit à la tribune, c'est évidemment cette annonce du changement profond de l'équilibre de la justice pénale en France par la suppression du juge d'instruction et l'attribution de l'enquête au Procureur dépendant hiérarchiquement du pouvoir exécutif.

Mes amis, bien sûr, ce sont des sujets qui apparaissent pour spécialistes, pas grand public, mais faisons tous attention. Ce n'est pas la même chose que l'enquête et la poursuite pour les affaires graves, notamment pour les affaires qui mettent en cause des puissants, soient placées entre les mains d'un magistrat indépendant, protégé par son statut ou qu'elles passent entre les mains d'un Procureur à la française qui est un magistrat soumis à l'autorité de sa hiérarchie et, d'abord, soumis au pouvoir exécutif pour la progression de sa carrière, magistrat nommé par l'exécutif, y compris contre l'avis du Conseil supérieur de la magistrature et, lorsqu'il s'agit des procureurs généraux nommés en Conseil des Ministres, comme des préfets.

Ce n'est pas la même chose et je veux rappeler cette chose simple que, lors de la catastrophe judiciaire d'Outreau, le juge d'instruction s'est trouvé au cœur d'une grande émotion publique. On a bâti une grande commission d'enquête pluraliste parlementaire qui s'est réunie, qui a entendu longuement tous les acteurs de cette dramatique dérive qui a délibéré longuement, toutes opinions confondues, et qui a ensuite rendu ses conclusions à l'unanimité. C'était il y a quelques mois, c'était les mêmes hommes, les mêmes courants d'opinion, et son avis a été qu'il ne fallait pas, étant donné l'organisation notamment du Parquet en France, supprimer le juge d'instruction, mais instaurer la collégialité pour l'entourer et pour de l'aider de conseils de la pluralité de jugements de collègues qui pouvaient, en situation risquée, conjuguer l'expérience et les points de vue différents sur le dossier. Alors, vous voyez bien les risques de dérive. L'enquête au Procureur, c'est en réalité la remise de la décision de l'opportunité comme l'on dit, de l'enquête au pouvoir en place. Lorsqu'une affaire est gênante, lorsqu'elle dérange, il n'est même pas besoin pour l'étouffer au bénéfice du pouvoir ou de ses amis ou des puissants, d'obéir à des ordres grossiers, il suffit de ne rien faire.

Je puis vous dire avec certitude que, sous tous les pouvoirs que j'ai connus, il y a eu des moments où les dirigeants en place auraient tout fait, tous, pour qu'une justice trop curieuse n'aille pas débusquer leurs pratiques ou celles de leurs amis.

Nous sommes nombreux à avoir vu, sous tous les pouvoirs, la colère des puissants contre les petits juges, comme l'on disait. Vous vous souvenez ? Le petit juge du temps des septennats de François Mitterrand, qui avait l'outrecuidance, mais ce n'est pas le seul, il y en a eu aussi par la suite, de demander des comptes à ceux qui, hier, les regardaient de haut et, parfois, qui décidaient de les poursuivre.

Les nominations, quand elles interviennent, font le reste. Il suffit de s'assurer que les bons tempéraments ont été nommés au bon endroit.

Alors, y a-t-il des procureurs qui résisteront ? Oui, bien sûr, heureusement, parce qu'il est heureusement des magistrats courageux, mais les pressions seront fortes et tout le monde n'est pas héroïque.

Je veux rappeler cette vérité d'évidence trop souvent oubliée : les institutions sont faites d'abord pour protéger les hommes de leurs faiblesses. Vous aurez observé que j'ai dit les hommes, c'était un terme générique pour le masculin et le féminin encore que je suis de ceux qui pensent que les femmes ont beaucoup moins de faiblesses que les hommes dans certains domaines

Le deuxième risque est le déséquilibre. On sait ce que cela donne notamment aux États-Unis, l'importance, dans un système comme celui-là, d'avoir les moyens les plus forts financièrement à mobiliser pour la défense. Vous vous souvenez de l'affaire O-J Simpson ?

M. O-J Simpson qui avait des moyens considérables a réussi à se faire acquitter au pénal grâce à une défense de haut vol et, quelques mois après, les preuves étaient si lourdes qu'acquitté au pénal, il a été condamné au civil, pour dédommager pour plus de 30 millions de dollars des victimes qu'il avait été jugé ne pas avoir assassinées.

Le moins que l'on en puisse dire est qu'il y a des systèmes judiciaires dans lesquels, selon que vous serez puissant ou misérable, c'est-à-dire selon que vous serez souvent riche ou pauvre, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir.

Dernier point, on ne le dit pas, cela a été rappelé par deux ou trois articles très importants ces derniers temps dans la presse, de très hauts magistrats publics, très responsables, respectés, mais, sans le dire, en fait, nous abandonnons, dans ce domaine aussi, l'architecture de notre justice pénale française pour adhérer à l'architecture anglo-saxonne.

Nous avons une culture du droit que bien des pays autour de nous dans l'espace francophone et au-delà, imitaient. Nous avons une école du droit qui faisait autorité dans le monde et qui contrebalançait l'école juridique anglo-saxonne. Maintenant, c'est nous qui nous mettons à imiter les autres. Là, comme ailleurs, nous rejoignons le modèle dominant et ce n'est pas le sens qui était celui de la tradition nationale française.

On verra ceci : aucun des risques que l'on dénonçait dans l'exercice de notre justice pénale ne sera écarté par la nouvelle organisation, si elle voit le jour comme on l'a conçue, mais on aura à coup sûr un long temps de désordre et d'incertitude, de nouvelles incertitudes et de nouveaux désordres coûteux, en moyens, coûteux, en réputation pour la France, cela, sans même avoir attendu qu'elle à son terme la précédente réforme, celle que j'évoquais, qui créait les pôles de l'instruction et la collégialité qui en était la conséquence.

Pour notre part, nous défendrons l'indépendance de la justice. Si l'on veut que l'enquête soit confiée au procureur, il est une condition impérative à laquelle nous n'accepterons pas que l'on se dérobe, si l'enquête doit être confiée au procureur, il faut que le procureur soit rendu indépendant, donc, notamment que sa carrière ne dépende plus du pouvoir et il est une condition impérative : que l'on soit assuré que le dépôt d'une plainte puisse entraîner une enquête sans que cette enquête puisse être étouffée par qui que ce soit.

Idéologie des inégalités, organisation de domination, voilà les deux premiers constats. Il y en a un troisième qui est, pour moi, plus lourd : partout, dans tous les domaines de la vie nationale, si l'on compare la situation de la France aujourd'hui en 2009 avec ce qu'elle était il y a quelques années, c'est pire. Tous les grands secteurs du pays s'enfoncent dans une crise sans précédent. Il n'y a pas qu'une crise, il y a de multiples crises.

J'en cite quelques-unes. On parle de cette crise économique et financière, mais la désindustrialisation de la France, la fuite des entreprises et des emplois ne dépend pas seulement de la crise économique et elle s'aggrave tous les jours.

La sécurité du pays, la sécurité dans notre pays, les violences notamment, les violences faites aux personnes ne dépendent pas principalement de la crise économique et, pourtant, elles s'aggravent tous les jours.

Même les statistiques deviennent accablantes et Dieu sait pourtant si l'on a tout fait pour améliorer les statistiques et les rendre, par la politique du chiffre, plus digestes. Au bout de

7 ans, car que je sache il y a 7 ans que ce sont les mêmes qui s'occupent de sécurité, le moins que l'on en puisse dire, c'est que les résultats ne sont pas probants et que c'est pire en matière de sécurité.

On parle de crise économique, mais la situation de l'agriculture ne dépend pas de la crise financière ou pas principalement de la crise financière et notre agriculture - je dis cela avec une tristesse que vous ne pouvez pas imaginer - touche le fond quasiment dans tous les secteurs de production, plongeant des centaines de milliers d'agriculteurs dans le désespoir pur et simple. Je voudrais que vous réfléchissiez à cela. L'agriculture est le socle du pays, du pays dans sa production économique, du pays dans ses commerces, du pays dans ses traditions, dans ses paysages.

C'est le plus vieux métier du monde contrairement à ce que l'on croit ! Et c'est celui qui a le plus d'avenir, parce qu'il faut nourrir bientôt 9 milliards peut-être de futurs habitants de la terre et nous y étions forts, comme aucun autre pays, et nous le laissons désespéré. Ce sont, je vous jure, des vaillants, des entreprenants et nous leur laissons baisser la tête. Jusqu'à quand allons-nous battre en retraite, jouer à reculer, laisser tomber le meilleur du pays ? S'il est un secteur où le laisser-faire ultra libéral ou libéral a montré ses limites, aussi bien chez nous qu'en Afrique, comme on l'a entendu hier, c'est celui-là.

Je dis tout simplement : il faut renverser le mouvement et ne pas accepter qu'en agriculture aussi, tous les jours, ce soit pire.

Tout ceci est contrôlable. Ce n'est pas des prises de position, d'opinion, ce que je décris là. Ce sont des faits et des situations humaines et il suffit de faire quelques kilomètres pour aller rencontrer ceux qui sont victimes de cette dérive de société que nous connaissons aujourd'hui.

La situation des banlieues, la situation des quartiers, vous vous souvenez les plans Marshall que l'on nous avait promis. Vous vous souvenez des affirmations qu'on allait nettoyer ce qui devait être nettoyé. Vous vous souvenez de la grande marque allemande de nettoyeurs à pression qui... Je ne sais pas si elle a été aidée ou freinée par l'utilisation de son nom... Vous vous souvenez de tout cela.

La situation des jeunes issus des familles socialement et culturellement déclassées, cette situation est aujourd'hui un désespoir et cela ne dépend pas seulement de la récente crise économique. Cela dépend d'une dérive de la société française que chacun peut constater, s'il accepte de sortir de son quartier, pour aller rencontrer ceux qui, hélas, sont tous les jours par millions victimes de la situation qui empire.

L'éducation nationale a fait la France. Eh bien, je vais vous dire ceci : elle est aujourd'hui plus démoralisée, atteinte dans ses valeurs qu'elle ne l'a jamais été, au point qu'elle en vient même à douter - et, croyez-moi, il fallait que ce soit grave pour en arriver là - de l'action revendicative et syndicale. L'université est atteinte au plus profond, surtout et y compris, dans son image auprès des jeunes et de leurs familles.

Cette année, on nous annonce quelques 8 à 10 % de baisse des inscriptions dans l'université française. Vous savez ce que cela veut dire, cette phrase que je prononce devant vous ? Cela veut dire que, auprès des jeunes, dans les familles, on ne croit plus à l'université en France et c'est nous qui avons inventé l'université.

Il y a là quelque chose qui oblige à constater qu'il n'y a pas une crise en France, mais 10 crises, 20 crises, cruciales, vitales et celles qui menacent, celles qui viennent (chômage, retraite, finances publiques, santé) sont au moins aussi graves et dangereuses.

Tout ceci demande et exige un ressaisissement de la nation, un ressaisissement de la France, une manière nouvelle de penser l'avenir. Permettez-moi de m'arrêter une minute sur une situation dont on ne parle presque jamais. J'étais heureux que, Franck, tout à l'heure, tu l'évoques. C'est la situation des jeunes en France qui sont les grands absents, presque totalement absents, du débat politique dans notre pays.

On a connu un temps- je ne parle pas de générations antiques et solennelles. Je parle de nous - où les jeunes entraient dans la vie avec des chances intactes, où leurs parents leur garantissaient au moins qu'ils allaient pouvoir défendre leurs chances, où la société était organisée. Ceci est je crois très important, pour que des chemins existent du bas vers le haut. C'était à la force du poignet, il fallait faire des efforts, mais c'était accessible : bourse, concours, méritocratie républicaine, et tout cela a disparu.

La société est organisée de telle sorte que sa complexité la rend incompréhensible à tous ceux qui n'ont pas les bonnes clés. Quel parcours choisir ? Quelle langue choisir ? Quel établissement ? Quelle formation ? Quelle école ? Quel diplôme ? Les uns savent et les autres ne savent pas.

Cela commence par se présenter. Azouz Begag, tu as fait hier un magnifique moment sur ce sujet. Cela commence par la langue. Comment se présenter ? Comment s'habiller ? Quels sont les codes ? Les uns savent très bien sans effort et les autres ne savent pas.

Même les formations - qu'ils suivent souvent de manière méritante, souvent en travaillant pour payer leurs études parce que ce sont eux qui travaillent pour payer leurs études - débouchent sur une absence de reconnaissance, une absence d'emploi. Ils sont bac+3, bac+4, quelquefois bac+4, 5 ou 7, et désarroi, les familles sont humiliées. J'en connais qui sont docteurs. Ils ont passé des tests et ils n'ont rien et personne ne les avait avertis.

Voyez-vous, ceci est, pour moi, très important. Il n'y a plus de carte de la réussite, de carte au sens carte routière. Il n'y a plus de carte de la réussite qui montre les chemins à suivre quand on vient de loin. Autrefois, dans la France républicaine, dans celle que beaucoup d'entre nous avons connue dans notre enfance et dont nous avons vécu, le chemin était balisé. Il ne l'est plus.

Je vous le dis, la pire injustice, c'est quand un jeune garçon ou une jeune fille qui veut en sortir, qui a l'envie, le désir, l'envie de se battre, ne sait plus quelle route suivre pour en sortir parce qu'il n'y a plus de route. L'orientation est devenue un dédale et un labyrinthe.

Et, le sac de voyage de cette génération est chargé de plomb parce que la dette exigera un prélèvement de leur travail pendant des décennies. Il faut voir à quoi ce prélèvement pour rembourser la dette est comparable.

Il faut voir ce que l'on prendra aux Français pour payer la charge de la dette si on continue. Eh bien on nous rebat les oreilles, on entend beaucoup parler, on a entendu parler ce matin du grand emprunt.

Ce qu'il faudra prélever sur le travail des jeunes, c'est au moins un grand emprunt tous les ans. Cela veut dire que les jeunes qui ont 20 ans aujourd'hui, pendant 20 ans, tout l'impôt sur le revenu qu'ils paieront, tout le prélèvement sur leurs efforts et leur travail, tout ce qu'ils devraient dégager pour préparer l'avenir, cette génération le donnera sous forme de rente, moitié à l'endroit des plus riches du pays et moitié à l'endroit de l'étranger.

Vous connaissez une génération que l'on a ainsi plombée, vidée de sa substance ? Je dis que les jeunes français devraient instruire à l'égard des gouvernants qui les ont placés dans cette situation un procès pour non assistance à génération en danger.

Et encore, cette dette financière, il faut l'additionner à une autre dette que l'on appelle pudiquement la dette démographique, c'est-à-dire la situation qui va mettre de plus en plus de retraités à la charge de moins en moins de jeunes travailleurs et c'est pourquoi la réforme des retraites est une réforme juste, équitable, durable et un devoir vis-à-vis des jeunes.

J'évoque à peine, si j'ose dire, la question du chômage, car le chômage est plus lourd pour eux que pour les autres. Quand le chômage des générations les plus jeunes atteint 25 %, on est un pays qui va mal, et dans des quartiers entiers, on est à plus de 50 % de chômage des jeunes. À ce moment-là, on est un pays qui est en perte.

Je vous donne une consigne : à tous ceux qui vont s'engager dans ce travail, nous allons écrire un nouveau programme, que ce programme soit écrit au nom des jeunes.

Beaucoup me diront : " Mais, François, fait attention. Ce sont les plus âgés qui votent ". Quelquefois ils disent : " Ce sont les vieux qui votent ". Je suis certain que ceux que l'on dit vieux sont les parents et les grands-parents des plus jeunes, qu'un pays c'est une famille. Je récuse le calcul égoïste. Un pays, c'est comme un arbre ; les fruits valent ce que valent les racines. C'est un ensemble que nous devons défendre. C'est un écosystème.

Je revendique, et je vous donne la consigne, que nous soyons, dans la vie politique française, les avocats et les défenseurs des jeunes, ceux qui exigent, en leur nom, que l'on pense à eux dans toutes les décisions, surtout les décisions qui concernent l'avenir lointain, même si d'autres ont choisi de sacrifier l'avenir au présent. Élargissons encore un peu, reculons encore un peu la longue-vue.

Si je descends au fond, au cœur du malaise dans lequel nous sommes, au cœur de ce qui sépare notre société entre les uns et les autres, pour aller au plus simple, il me semble que l'on peut tracer une ligne de partage. Cette ligne de partage doit nous aider à réfléchir. Elle est entre ceux qui acceptent le "chacun pour soi" et ceux qui veulent la solidarité. Il y a des esprits qui croient - c'est la base de leur analyse - que la société marche mieux dans le "chacun pour soi". Il y a eu de grands théoriciens économiques, en particulier, de grands esprits qui ont défendu l'idée que tous ceux qui cherchent leur intérêt. Quand chacun cherche son intérêt personnel, au fond, la résultante de tous ces choix, ce sera le meilleur intérêt général.

Nous, au contraire, nous, le grand courant démocrate, dans le monde, en particulier, le courant du développement humain, nous croyons qu'une société marche mieux, qu'elle est plus équilibrée et plus forte, si ses membres sont solidaires entre eux, si ce n'est pas la compétition à tout prix qui l'emporte, mais la solidarité. Si chacun sait qu'il peut s'appuyer sur l'autre, le pays va mieux, comme une équipe ou comme une famille.

Alors, cette solidarité est double, elle va au moins dans deux directions : la solidarité est horizontale, entre les membres d'une même génération et elle est verticale entre générations, les générations qui viennent et même, si on veut, ce n'est pas apporter quelque chose de l'ordre de la mémoire, aussi les générations qui ne sont plus, et quiconque manque à l'une ou à l'autre de ses deux solidarités -solidarité entre membres d'une même génération et solidarité entre générations- manque à son pays et, d'une certaine manière, manque au monde.

Il n'y a pas de solidarité, s'il n'y a pas de justice dans la répartition des efforts. C'est pourquoi dire : nous voulons la solidarité, c'est dire en même temps : nous voulons un monde plus juste. Nous voulons... C'est pour cela que nous sommes là, sous ce chapiteau et dans ce mouvement, nous sommes là parce que nous voulons une France plus juste, une société plus juste, un monde plus juste.

Quelles que soient les difficultés, nous avons choisi notre cap. C'est un monde plus juste que nous allons construire parce que plus de justice à l'école, dans l'entreprise signifiera plus de solidarité et, donc, nous le croyons plus d'efficacité.

Ne vous trompez pas, c'est le contraire exact de l'idéologie qui domine le monde depuis plusieurs décennies. Nous prenons le contre-pied exact de ce qu'on a essayé de construire dans l'idéologie de la compétition à tout prix. Ceux qui veulent que l'on soit en compétition, y compris à l'intérieur du même corps et du même ensemble, ceux qui veulent que les services publics soient mis en compétition avec d'autres, mais, qu'à l'intérieur du service public, les agents, au lieu d'être collègues qui s'aident, s'entraident et se soutiennent, soient en compétition les uns avec les autres et qu'on les paye au mérite, c'est-à-dire à la prime de compétition.

Quelque chose me dit - j'indique cela à ceux qui s'intéressent à la vie intellectuelle du monde - que l'on est sur le point d'approcher un renversement à l'encontre de cette idéologie de la compétition à tout prix qui dominait tout.

Je lis, je vois des études dans le monde intellectuel, pas seulement français, anglo-saxon, qui commencent à dire : mais peut-être contrairement à ce que l'on croit, même pour l'efficacité, la compétition, ce n'est pas le mieux et même on peut inventer autre chose, un monde non pas où l'on se soupçonne l'un l'autre, où l'on veut prendre l'avantage de l'un sur l'autre, mais où on a décidé de vivre les uns avec les autres et ceci est un modèle de société.

J'en viens pour satisfaire les observateurs aux questions brûlantes ! Mais vous voyez que les questions brûlantes sont conduites entièrement conduites, si j'ose dire, dictées par le constat que je viens de faire, parce que ce constat indique qu'en effet, il y a une ligne de partage dans la vie démocratique de notre pays, une ligne de partage bien réelle.

Il y a ceux qui pensent ou qui acceptent ou qui se résignent à voir ce régime d'inégalité et de domination, avec ses injustices économiques, sociales, démocratique, s'installer, durer en France pendant 10 ans et, pendant 10 ans, de 2007 à 2017, corroder ce qui a fait la France. Et il y a ceux qui ne l'acceptent pas et qui veulent une alternance pour une société plus juste et plus solide.

Il y a 2 camps : il y a le camp de ceux qui signent pour que le régime actuel dure 10 ans et il y a le camp de ceux qui choisissent une alternance pour une société plus juste.

Pour l'instant, tout se passe comme si, dans le camp des 10 ans, tout le monde avait signé, tout le monde était à sa place, mais dans le camp de l'alternance, tout se passe comme si, au contraire, c'était désorganisation et querelles incessantes.

La tâche qui est devant nous est rude. Il ne faut rien sous-estimer de ce qui se passe. Le pouvoir actuel a d'immenses forces de son côté et, deux ans, c'est court pour décider du choix de la France. Il n'est pas trop de deux ans pour remplir le devoir qui est le nôtre et, ce devoir - je le nomme, notre devoir - est de construire une alternance crédible pour le pays. Et, la première marche vers une alternance crédible, dont les Français ont tellement besoin, eux qui n'y croient plus, c'est la reconnaissance et le dialogue entre tous ceux qui souhaitent cette alternance, qui souhaitent un monde plus juste, acceptant que nous soyons différents les uns des autres, que nous ayons chacun notre légitimité, que nous ayons chacun notre histoire et notre chemin et, pourtant, que nous acceptions simplement de parler ensemble.

Je fais, en votre nom, une offre publique de dialogue entre tous ceux qui ont la volonté d'alternance en commun. Le temps du dialogue est venu. Dialoguer, ce n'est pas forcément être d'accord. C'est accepter l'idée que même les désaccords peuvent être constructifs pourvu que l'on ne perde pas de vue le but à atteindre.

Alors, j'entends la première secrétaire du parti socialiste dire à notre endroit : " Veuillez bien, avant que je vous considère, faire la preuve que vous êtes à gauche". Madame Aubry, je n'ai aucune preuve à faire. Vous n'êtes pas chargée de contrôler les papiers. Vous n'êtes pas chargée de vouloir faire rentrer tout le monde dans le rang, dans le camp de l'alternance, si ce camp est de bonne foi il n'y a pas de surveillante générale, il n'y a pas de rang. Il y a une mission à remplir qui nous concerne tous : rendre la chance de l'alternance possible et crédible pour tous les Français, alors qu'en ce moment, ils n'y croient absolument plus.

Pour cela, il y a une condition nécessaire sinon suffisante, c'est qu'il faut se respecter, aussi différents que nous soyons, et nous le sommes. Dans ce camp que je veux voir naître de l'alternance pour la France, nous sommes probablement moins différents qu'on ne le dit. Rassembler les forces pour que les Français désenchantés, parfois désespérés recommencent à espérer, alors je le dis, encore en votre nom, pour ma part, je ne pose aucune condition à ce dialogue. Je ne fais aucune exclusive. Je n'ai pas besoin de contrôler les papiers pour confronter les idées avec des idées.

Je ne pose aucune condition pour écouter les autres, parce que je sais que, penser l'avenir, reconstruire la France, cela ne sera pas facile. Personne, pas même nous, n'a la clef. Je sais bien que, tous, dans cette recherche du chemin, nous faisons des erreurs, moi le premier, et je sais que nous ne serons pas trop nombreux d'où que nous venions pour penser, ensemble, chacun apportant sa pierre, un nouveau modèle de société. Nul ne doit avoir d'arrogance.

Regardez ce qui se passe dans le monde. C'est bien souvent cette famille, dont nous sommes en France les représentants modestes, le centre progressiste, qui fait bouger le monde. Barak Obama n'est pas socialiste. Il est démocrate et il a entrepris quelque chose de grand, quelque chose d'immense pour faire bouger le monde.

Au Japon, cette semaine, le Parti démocrate du Japon vient de renverser 50 ans de domination conservatrice et, si vous lisez les dépêches qui annoncent cette victoire, vous lirez : "Parti démocrate du Japon, centre, c'est eux qui ont fait bouger les choses."

En Inde, le parti du Congrès, l'immense partie du Congrès dans la plus grande démocratie du monde, le parti du Congrès vient d'entrer comme observateur dans la toute jeune alliance mondiale des démocrates que nous avons fondée.

C'est le centre progressiste qui fait souvent avancer le monde et c'est pourquoi nous sommes fiers de cette famille politique, fière de cette identité de ceux qui ne considèrent pas l'autre comme un ennemi, même s'il n'a pas la même identité que vous. Au fond, il y a la une assez bonne définition de ce que nous qui l'avons choisi appelons centre.

Je vais faire un peu de philosophie de café du commerce, je vais employer un mot que les philosophes utilisent : centre, au fond, comme je l'entends, c'est accepter l'altérité. Cela veut dire accepter que l'autre ne soit pas exactement comme vous et, cependant, le considérer comme aussi légitime que vous-même, lorsqu'il s'agit de parler, de se rencontrer, de nouer une relation et de bâtir l'avenir.

J'ai beaucoup aimé qu'à cette tribune, on cite, pendant ces journées, un homme admirable de spiritualité qui s'appelait Monseigneur Pierre Claverie qui était l'évêque d'Oran qui a été assassiné. Pierre Claverie disait ceci qui était cité à la tribune, que je répète : "J'accepte l'idée que vous puissiez avoir une part de vérité et spécialement... -dit-il- à d'autres cultures religions... et spécialement celles qui me manquent".

Dans ce dialogue dont je viens de faire l'offre publique devant vous, chacun doit venir avec ce qu'il est parce qu'il y a une grande loi que je regrette un peu d'avoir à rappeler, mais que je veux rappeler devant vous : si vous ne parlez qu'avec des gens qui sont d'accord avec vous, vous êtes sûr de tourner en rond et, au bout du compte en politique, vous êtes sûr de perdre.

Alors, je vous le dis, il y a et, si ce dialogue se noue, il y aura des désaccords. Je vais vous en citer un : l'idée exprimée par Martine Aubry que les entreprises bénéficiaires qui licencient devraient être mises sous tutelle par le Tribunal de grande instance. Cela me paraît - je le dis comme je le pense - une idée d'un autre temps parce que, si une entreprise attend d'être déficitaire pour changer son organisation, alors, on va voir couler beaucoup d'entreprises parfaitement viables.

L'entreprise vivante, c'est un ajustement permanent et, si l'on fait peser cette menace de rendre passible des tribunaux un licenciement avant déficit, je vous le dis, il n'y aura pas beaucoup d'embauches dans les entreprises françaises.

Un journaliste, hier soir, dans le petit dîner que nous avons, évoquant cette idée, disait : "*C'est l'Albanie*". Je ne vais pas tout à fait aussi loin, mais c'est une idée qu'en effet, je trouve régressive.

Je fais cette offre publique de dialogue. Ma conviction est qu'il faudrait que ce dialogue soit organisé, public, sans exclusif, pour que tous les Français puissent comprendre, au travers des échanges qui seront là mis en place, ce que pensent les familles politiques qui veulent une alternance, ce qu'elles pensent en commun où sont leurs différences.

L'idée qui me paraît très bonne, je l'avance, c'est que l'on réunisse en quelque sorte avec tous ceux qui en sont partie prenante et qui sont intéressés, un parlement de l'alternance. Que chacun vienne avec ses idées, sujet par sujet, qu'on les expose, qu'on les confronte, sereinement, d'accord, pas d'accord et, après tout, on a le droit de ne pas être d'accord. Selon

moi, on a le droit d'être d'accord aussi et qu'on le fasse devant les Français, publiquement, dans des séances accessibles à tous les citoyens.

Après, lorsqu'on saura clairement où sont les convergences et les différences, où sont les divergences et même les divergences irréductibles, lorsqu'on saura où elles se situent, quand il y aura des divergences de cette sorte sur un grand sujet, qui tranchera ? C'est très simple, ce sont les Français qui trancheront et c'est à cela que sert le premier tour des élections et notamment le premier tour des plus grandes élections.

On dialogue, on confronte, on voit ce qui est d'accord et ce qui n'est pas d'accord, on expose ce qui n'est pas d'accord et ce sont les Français qui tranchent. C'est la démocratie que nous proposons de reconstruire et il apparaîtra naturellement que chacun a son identité, ses priorités, son histoire et son style. C'est le pluralisme, le pluralisme nécessaire. Chacun défend sa vision, son identité et son autonomie. Il n'y a pas de ralliement, il n'y a pas d'alignement. J'ai déjà dit en d'autres temps, ailleurs et à d'autres : si vous pensez tous la même chose, c'est que vous ne pensez plus rien.

Et, ceci, c'est une déclaration de guerre au sectarisme parce que je veux, ayant fait cette offre publique de dialogue, lancer en même temps un avertissement pratique : tous ceux qui prendront la responsabilité de dire : " Nous n'avons rien à voir avec vous", qui que soit le "nous" et qui que soit le "vous", tous les sectaires, tous ceux qui diront : " Je n'accepterai de parler avec vous que le jour où vous m'aurez rallié, c'est-à-dire le jour où vous vous serez renié", regardez les biens tous ceux-là, en fait, ils travaillent qu'ils le veulent ou pas pour que le régime actuel dure 10 ans en France.

(Applaudissements...)

Le sectarisme qui exclut le dialogue, ne vous trompez pas, c'est le meilleur allié du pouvoir. C'est le sectarisme qui organise et garantit son triomphe. Le dialogue est un impératif. Le sectarisme est un ennemi. Le dialogue doit être sans concession, rude, s'il le faut, mais il exclut le sectarisme qui est un racisme des idées.

Cela entraîne une exigence, d'où l'importance du congrès - rien de tout cela n'est fait tout à fait au hasard, du moins, je le crois -, c'est que nous ayons les idées claires, pas seulement sur le jeu démocratique et le positionnement, comme l'on dit - c'est un vilain mot - des uns et des autres, mais les idées claires sur ce que nous voulons faire de la France.

Nous allons écrire, cet automne, cet aggiornamento, comme l'on dit de notre programme pour la France, j'y participerais comme militant de notre famille, mais je voudrais, comme militant, proposer quelques axes qui me semblent pouvoir nous réunir et servir de fondation. Il y en a douze, j'ai écrit douze phrases.

Premièrement : l'alternance doit donner à la France un projet de société fondé sur la solidarité que j'ai expliquée entre concitoyens et entre générations.

Deuxièmement : il n'y a pas de solidarité sans liberté, les citoyens doivent être protégés dans leur liberté individuelle et leur liberté collective.

Troisièmement : le principe de solidarité suppose que les efforts soient équitablement répartis, demander à chacun en fonction de ses moyens, notamment par la progressivité effective de la

fiscalité.

Quatrièmement : le principe de solidarité exige de protéger et de restaurer, quand il le faut, pour le transmettre le patrimoine écologique terre, eau, atmosphère, climat, biodiversité.

Cinquièmement : le principe de solidarité exige de donner la première place dans l'action publique aux devoirs d'éducation en moyen et en exigences.

Sixièmement : une société n'est viable que si elle permet authentiquement la mobilité sociale, l'accès aux situations de reconnaissance, d'influence et de responsabilité, les parcours de réussite, quel que soit le milieu social et culturel d'origine.

Septièmement : le pouvoir n'est pas une domination, il ne peut pas être un monopole. Les institutions doivent garantir à tous les citoyens une vraie représentation et un authentique et équilibré des pouvoirs. L'impartialité est un impératif catégorique de l'État républicain.

Huitièmement : il n'y a pas de justice s'il n'y a pas d'indépendance de la justice.

Neuvièmement : l'économie ne doit pas assurer seulement la production de biens au plus bas coût, elle doit aussi assurer l'équilibre de la société par l'abondance du travail et la limitation des disparités de revenus.

La protection des citoyens dans leur travail et leur épargne exige la régulation notamment des marchés financiers et de l'univers bancaire.

Dixièmement : la liberté d'entreprendre et la liberté d'entreprise sont les piliers d'une économie vivante. Les petites entreprises ont droit à une protection particulière.

Onzièmement : l'Europe est un moyen précieux de notre influence dans le monde et du progrès de nos sociétés. L'Europe doit considérer que sa mission est de protéger l'intégrité des sociétés européennes et de leurs avancées sociales et pas seulement l'efficacité des marchés.

Enfin douzièmement : la France défend un ordre mondial fondé sur l'équilibre de la puissance, l'égalité des peuples et leur co-responsabilité dans leur obligation de développement.

Je n'ai pas du tout la prétention que ces douze thèses, comme l'on disait autrefois, sont exhaustives, mais je crois qu'elles forment un ensemble, qu'elles décrivent une pensée et, puisque j'ai évoqué le devoir, je vais finir sur deux questions d'actualité : le devoir de solidarité entre générations et la protection de notre patrimoine vital.

Permettez-moi de m'arrêter un instant sur la taxe carbone ou la contribution énergie climat, comme l'on dit.

Pour ma part, je ne renie rien de la signature que j'ai donnée lorsque Nicolas Hulot nous a invités au moment de la campagne présidentielle. Je ne renie rien. Parce que si l'on pense, et la plupart des scientifiques le pensent, que la survie de l'humanité, l'évitement de catastrophes écologiques, exige qu'un pays comme le nôtre émette quatre ou cinq fois moins de gaz à effets de serre en l'espace de deux générations, alors, il est nécessaire de s'y mettre dès aujourd'hui et il n'y a pas un jour à perdre.

Il y a une phrase de Churchill que j'aime beaucoup. J'aime beaucoup des phrases de Churchill, mais, dans celles-là il y en a une que j'aime beaucoup qui dit : "Il y a un moment où il faut faire ce qu'il faut faire !"

Je trouve qu'il y a un moment où il faut faire ce qu'il faut faire et que ce moment est venu et, le refuser, c'est trahir.

J'adhère donc à l'idée que le moyen le plus efficace pour entraîner nos compatriotes à des changements de comportements et de consommation moins vorace en énergie, moins dangereux en rejet, ce sera de faire payer à nos compatriotes un carburant qui coûtera son vrai prix, car il ne s'agit pas d'une taxe pour augmenter artificiellement le prix du carburant, il s'agit de faire payer au carburant son vrai prix en intégrant, dans ce prix, ce que va coûter à la planète, à nos générations, à nos enfants, les erreurs que nous avons commises en abusant de son usage.

Faire payer un carburant qui coûtera son vrai prix, prix qui augmentera dans le temps de manière programmée pour que les consommateurs, tous les consommateurs changent peu à peu leurs habitudes de consommation, par exemple leurs habitudes de conduite ou, s'ils le peuvent et si on les y aide, leur chaudière.

Mais je voudrais faire deux remarques que je m'étonne de ne pas avoir lues dans ce débat.

Je pense que l'on ne peut pas discuter de cette question de la taxe ou de la contribution climat énergie sans penser tout simplement à l'évolution du prix du brut.

La taxe carbone est un moyen, mais tout le monde réfléchit aujourd'hui comme si on croyait, si on était assuré que le prix du pétrole va demeurer fixe. Or le prix du pétrole varie dans des proportions considérables, le rendant tantôt accessible, tantôt terriblement lourd.

Je rappelle que, par le seul jeu du marché ces derniers mois, nous avons connu le carburant, le gazoil par exemple, avec des variations de 30 % : presque à 1,40 €, puis à 1 €, puis maintenant à 1,10 € ou 1,15 €. Discuter de cette taxe sans envisager le moins du monde la question du prix du pétrole et de son évolution dans le temps, c'est se préparer, me semble-t-il, de graves accidents.

Je pense donc que nous devrions enrichir ce débat par l'idée d'une échelle mobile du prix des carburants, que nous nous mettions d'accord, dans la société française, sur l'évolution souhaitable pour payer le vrai prix du prix à la pompe au travers des années et réfléchir d'avance à ce que l'on fera si le pétrole connaît de brutaux renchérissements, car si le prix du brut connaît -et c'est très visible à mes yeux- de nouvelles et fortes hausses, ne serait-ce qu'en raison de la raréfaction de la ressource, et si on n'y a pas réfléchi à l'avance, avec les adaptations nécessaires, alors je vous le dis, tout le système sautera. Il suffira de quelques semaines et ce sera une idée juste totalement gâchée.

Je propose donc que l'on y réfléchisse.

J'indique une deuxième idée : à quoi faire servir le montant d'un tel prélèvement ? Je vous fais une confidence, mon idée, il y a deux ans, développée dans le programme, était de faire servir les sommes ainsi dégagées à l'emploi par la baisse des charges sociales et plus précisément j'avais le projet que cela serve au financement des deux emplois sans charges, ce qui aurait été

un précieux coup de pouce aux petites, très petites entreprises agricoles, artisanales, commerciales et aux PME.

C'était une voie pour l'emploi. Mais il existe une autre voie et un autre impératif : faire servir ce montant au financement des économies d'énergie, automobile, logement, chauffage, des familles et spécialement des familles les plus économiquement faibles, celles pour qui les exonérations d'impôt n'existent pas puisqu'elles ne paient pas l'impôt.

Donc je suis heureux qu'ait été évoquée l'idée, par Corinne, en particulier, Marielle l'avait évoquée aussi, d'une prime à la casse pour les chaudières pour les familles modestes de manière qu'on puisse doter les familles modestes de chaudière économiquement efficace et qu'elles fassent des économies sur le prix des carburants et, donc, sur leurs rejets simplement par la mise en place d'outils qui soient des outils plus efficaces et plus justes.

Et quelle condition enfin pour que cette idée avance ? Il faut qu'on la fasse partager à nos partenaires européens dont je rappelle qu'un certain nombre ont pris des décisions semblables. Vous ne pouvez pas demander à tous ceux parmi les industriels, les transporteurs, les agriculteurs dont les produits et les services sont en concurrence avec d'autres partenaires européens d'accepter sans rien dire durablement des charges supplémentaires qui les déclasseront encore un peu plus dans la compétition internationale.

Je le dis, si le gouvernement va dans ce sens, respect de la parole, réflexion juste sur les décisions à prendre, nous le soutiendrons car nous n'avons renoncé en rien à notre ligne de conduite : soutenir ce qui nous paraît juste et combattre ce qui nous paraît injuste.

C'est dans le même esprit que nous aborderons le débat sur la réforme des collectivités locales.

Faire un pas vers la simplification de nos collectivités locales, c'était dans notre programme, spécialement dans les miens de puis des années. Rapprocher les départements et les régions, avec les mêmes élus, pour administrer ces deux échelons de l'action locale, l'échelon de l'aménagement et des stratégies de territoire, c'est une idée juste.

La ligne de conduite que je recommanderai sera donc très simple : si le gouvernement propose la création de vrais conseillers territoriaux élus avec un mode de scrutin juste, juste, ce qui est réellement la clef de la réforme, nous soutiendrons cette idée et nous le ferons sachant bien que cela va être notamment dans les rangs de la majorité, un débat difficile, mais si les choses sont justes, nous nous y engagerons.

C'est dans ce même esprit que nous préparerons les élections régionales. Comme nous en avons décidé ensemble, nous arrêterons, d'ici à notre congrès de décembre qui aura lieu à Arras dans trois mois exactement, après un débat avec tout le monde, avec tous les adhérents, stratégie et candidatures. Toutes les décisions, nous les prendrons ensemble au cours de cet automne pour une élection dont on voit bien qu'elle aura aussi, que nous le voulions ou non, un enjeu national.

Comme vous l'entendez dans ma voix, je dis cela avec un peu de regret, de nostalgie. Dans un monde idéal, j'aimerais que les élections locales n'aient qu'un enjeu local. J'ai beaucoup fait pour cela, même si cela a été très incompris. J'aurais aimé, j'eusse aimé, que les élections locales fassent naître des majorités locales et je ne voyais aucune difficulté à ce que l'on

puisse bâtir des majorités avec des gens d'étiquettes différentes. Mais je suis bien obligé de constater que nous ne vivons pas dans un monde idéal et j'ai bien été obligé de constater que cette idée que je trouve pour ma part juste, forte, généreuse et novatrice, n'a été comprise par personne !

Et donc je propose, j'affirme que, naturellement, c'est dans une décision délibérée tous ensemble, mais dans une décision nationale qui concernera toutes les régions, que nous fixerons les attitudes et les choix stratégiques que nous allons faire dans toutes les régions.

Vous le voyez bien, notre mouvement, c'est vers des listes autonomes dans toutes les régions que nous allons et que nous voterons aujourd'hui, mais je ne ferme pas l'avenir.

Il me semble qu'il y a des hypothèses fermées, notamment après l'analyse que je viens de conduire, et des hypothèses ouvertes et nous allons ensemble décider de ce que nous allons faire dans le mix, dans les choix de situations ouvertes qui sont devant nous.

J'ai beaucoup aimé ces trois journées. J'ai beaucoup aimé que vous soyez si nombreux, si chaleureux. Je vous regarde tous si engagés, je crois que tout le monde peut le voir, notamment après ce que nous avons dit pendant ces journées et ce que je viens de dire à l'instant. Nous faisons bouger les choses dans la démocratie de notre pays.

Il n'y a pas beaucoup de formations politiques qui font bouger les choses, il n'y a pas beaucoup de moments en histoire où l'on prend le risque de faire bouger les choses.

J'ai la conviction ou la certitude vérifiable que, sans notre mouvement, rien ne serait pareil aujourd'hui dans le débat politique français, mais nous ne sommes pas là en notre nom seulement, nous sommes là au nom de dizaines de millions de français qui attendent, qui espèrent, que la politique leur offre un espoir crédible de faire changer les choses.

C'est en leur nom que nous avons parlé et c'est à leur appel que nous avons répondu.

Merci beaucoup."
